

Dans ce contexte, quels scénarios envisager ? Au-delà d'un scénario « koso-ovar » somme toute assez peu probable — la scission avec, à la clé, une forme de rattachisme européen de deux entités de petite taille —, en contrepoint d'un possible accord gouvernemental — qui ne pourra durablement masquer la fragilité de ses assises et risquerait de buter sur de nouvelles crises politiques tant que d'autres dimensions, relatives aux liens pratiques et symboliques entre les deux communautés linguistiques, ne sont pas abordées¹ —, deux orientations se dessinent.

La première, déjà largement engagée, est celle d'un *État dégradé*, ayant perdu sa crédibilité internationale, mais capable de veiller à la gestion des affaires courantes. Peu de changement en matière de politique intérieure, mais une rupture historique : ce serait la fin d'une construction européenne équilibrée, fondée sur un savant dosage entre « grands » et « petits » États. Avec une Belgique rivée sur ses problèmes et une Union européenne à vingt-sept, l'inflexion actuelle se confirmerait : on assisterait au « retour » durable de l'Europe des grandes puissances nationales — Royaume-Uni, France et Allemagne en tête —, capables de contrôler de façon oligopolistique l'espace politique européen et reléguant de nombreux États membres à la périphérie. Notons qu'un tel processus est assez largement engagé, en particulier au vu de la partition souvent solitaire de l'Allemagne et de la conception « décisionniste » de la gouvernance européenne par la présidence française². Il serait en quelque sorte conforté par une Belgique installée dans une crise durable : membre fondateur de l'UE, celle-ci prendrait la tête de pays réduits à un rôle d'États mineurs — démarche profondément contraire à l'esprit des Pères de la construction européenne —, représentant davantage un pion sur l'échiquier du capitalisme mondial qu'une entité politique autonome et reconnue. Autant dire la disparition programmée de la construction européenne telle qu'elle a été imaginée depuis près d'un demi-siècle.

Autre orientation, plus optimiste, mais plus exigeante. La *refondation d'un imaginaire politique*. Sur quelles bases ? Entre AIP et « communes à facilités », la classe politique belge doit d'abord faire preuve de responsabilité en clarifiant ses priorités. Et si la notion de solidarité a un sens, celle-ci doit être assumée de façon globale, en commençant par l'existence d'une politique sociale ayant l'aval de l'ensemble des partenaires... sociaux. Dans un contexte de crise mondiale, ces derniers ont appelé le gouvernement à la rescousse : il aurait dû y répondre massivement et non timidement. Cela aurait été le meilleur moyen de relancer le pacte économique et d'assurer au monde du travail une visibilité à moyen terme, qui est le meilleur garant contre le repli nationaliste. Cela aurait été également un point d'appui pour la classe moyenne belge — qui pourrait y voir un cadre stable et reconnu à ses ambitions —, créant ainsi les conditions favorables pour de nombreuses réformes socioéconomiques à venir. Certes, cette tentative semble avoir échoué. Mais d'autres occasions se représenteront, qui ne manqueront pas de relancer le débat et de placer à nouveau les dirigeants politiques face à leurs responsabilités. Cette consolidation de la négociation collective pourrait,

¹ Benoît Lechat, « Solidarité, condescendance, estime de soi. Sortir de la fosse aux Wallons », *La Revue nouvelle*, mars 2006.

² Le « décisionnisme » est une pratique politique qui valorise davantage les décisions des gouvernants que l'action par les règles, les normes, ou les institutions.